

Agir face aux changements climatiques : initiatives autochtones novatrices

Catherine Potvin

Département de biologie, Université McGill

catherine.potvin@mcgill.ca

Contexte

Le projet *Agir face aux changements climatiques : initiatives autochtones novatrices* propose de nouvelles façons de favoriser la participation active des peuples autochtones du Canada aux politiques visant les changements climatiques, et ce, en plaçant les initiatives autochtones au cœur de la recherche de solutions. Le projet entend réunir des représentants des nations autochtones et des chercheurs du Canada pour faire de la recherche, réfléchir et mener des activités dans trois des quatre thèmes de la Fondation Trudeau, soit les droits de la personne et la dignité humaine, la citoyenneté responsable et les populations et leur environnement naturel. En reconnaissant que « l'objectif des réflexions et actions visant la décolonisation est de continuer à réinvestir, représenter et dignifier les modes de vie, de penser et de perception qui ont été violemment dénigrés ou démonisés par les ordres coloniaux, impériaux et interventionnistes¹ », ce projet Trudeau se veut un pas vers la réconciliation préconisée par la Commission de vérité et de réconciliation².

En 2011, l'Assemblée des Premières Nations déposait le rapport *Gap analysis: First Nations Climate Change Adaptation South of the 60th degree latitude*³ auprès du ministère qui s'appelait alors Affaires indiennes et du Nord Canada. Ce rapport énumère un certain nombre d'initiatives climatiques dirigées par les Premières Nations au Canada, dont plusieurs portent sur les énergies renouvelables. Mais le rapport soulignait aussi la perception, chez les leaders des Premières Nations, d'un manque de capacité d'action face aux changements climatiques. Plus de 80 % des répondants au sondage effectué pour le rapport ont indiqué qu'il semblait y avoir, dans leurs communautés, un manque de capacité pour financer et mener à bien la recherche de mesures d'adaptation face aux changements climatiques. La première recommandation formulée dans le rapport vise donc le développement d'une stratégie de communication et de renforcement des capacités afin de « mettre en place, chez les Premières Nations du sud du Canada, une capacité d'adaptation adéquate grâce à l'éducation, aux communications et à la diffusion des connaissances ».

Cette impression de lacune dans la capacité et la possibilité d'agir face aux changements climatiques était reprise, en 2014, par James Anaya, alors Rapporteur spécial des Nations Unies

¹ <https://transnationaldecolonialinstitute.wordpress.com/decolonial-aesthetics/>

² <http://www.trc.ca/websites/trcinstitution/index.php?p=891> (consulté le 13 novembre 2015)

³ Scurr, C. et Beaudry, J. 2011. Gap analysis. First Nations Climate Change Adaptation South of the 60th degree latitude. Rapport présenté à l'AANC.

sur les droit des peuples autochtones, qui écrivait, dans le contexte de l'extraction des ressources naturelles : « Une des contradictions les plus dramatiques auxquelles font face les peuples autochtones du Canada est qu'un grand nombre d'entre eux vivent dans des conditions extrêmement précaires sur des territoires ancestraux très riches en ressources naturelles. Bien souvent, ces ressources sont exploitées par des intérêts non autochtones. Qui plus est, les initiatives des nations autochtones pour protéger leurs territoires et ressources se heurtent aux projets d'exploitation dirigés par des compagnies privées non autochtones, avec l'aval des gouvernements fédéral et provinciaux⁴ ».

Le prix Trudeau me donnerait les moyens de prolonger le travail effectué dans le cadre des *Dialogues pour un Canada vert*⁵, un réseau que j'ai mis sur pied et qui réunit une soixantaine de chercheurs des dix provinces canadiennes, spécialistes des changements climatiques dans plusieurs disciplines allant de l'ingénierie à la sociologie. Dans notre premier rapport, *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*⁶ – véritable consensus scientifique sur un plan d'actions climatiques « fait au Canada » –, les chercheurs soulignent qu'« à mesure que le Canada va de l'avant pour relever les défis que posent les énergies renouvelables, l'extraction future des ressources et le développement industriel, la souveraineté et la gouvernance des peuples autochtones doivent être pris en compte ».

Objectif du projet Trudeau

Le principal **objectif** de ce projet Trudeau est de favoriser l'apprentissage interculturel afin de permettre aux peuples autochtones du Canada de participer activement à la transition du pays vers une économie sobre en carbone et une société durable.

Pour atteindre ce but, je propose les deux sous-objectifs suivants :

1. Mettre au point un processus participatif pour identifier, documenter et offrir une visibilité aux initiatives autochtones sur les changements climatiques et la durabilité afin d'en faire les éléments d'un apprentissage réciproque entre peuples autochtones ;
2. Établir les bases d'un dialogue interculturel à long terme – entre les peuples autochtones du Canada, les scientifiques qui s'intéressent aux changements climatiques et les décideurs – afin d'appuyer la prise de décisions fondées sur les données probantes, culturellement pertinentes et éclairées par les connaissances traditionnelles des peuples autochtones.

Deux voies, étroitement liées, jalonnent mon cheminement de carrière et me donnent l'expérience ainsi que les connaissances nécessaires pour assurer le succès de ce projet : mon expertise sur les changements environnementaux mondiaux et ma longue collaboration avec les peuples autochtones. Plus précisément, je travaille depuis une vingtaine d'année dans les domaines d'intersection entre les sciences de la conservation, la prise de décisions politiques et la recherche participative : citons, notamment, (1) mon travail au Panama sur la résolution de conflits liés à l'utilisation des terres⁷ ; (2) ma participation aux négociations, au nom du Panama, lors de la

⁴ The Situation of indigenous peoples in Canada A/HRC/27/52/Add.2

⁵ <http://www.sustainablecanadialogues.ca/fr/vert>

⁶ <http://sustainablecanadialogues.ca/fr/vert/endorsement>

⁷ http://biology.mcgill.ca/faculty/potvin/index_fr.html

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques où, parmi d'autres réalisations, j'ai obtenu l'inclusion des peuples autochtones dans le texte final visant la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts⁸ ; (3) mon leadership dans le cadre des *Dialogues pour un Canada vert* ; et (4) mon engagement pour établir des relations d'apprentissage réciproque entre les peuples autochtones au Canada et au Panama grâce à la réalisation de vidéos (voir p. 9 pour plus de détails).

En mars 2015, lors du dépôt du rapport *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*, un représentant de l'Assemblée des Premières Nations faisait valoir maintes initiatives avant-gardistes qui ont cours dans des communautés autochtones au Canada. Les discussions entreprises avec plusieurs communautés font en effet voir la richesse et la portée d'initiatives stimulantes un peu partout au pays. Si certaines d'entre elles portent sur les développements technologiques et d'autres sont ancrées dans les connaissances traditionnelles, toutes tirent avantage du point de vue unique des peuples autochtones sur la durabilité et sur les liens avec la terre. Voici quelques exemples des ces initiatives :

- La nation T'Sou-ke de la Colombie-Britannique intègre l'énergie solaire et la durabilité dans ses stratégies de développement durable : <http://www.tsoukenation.com/>
- Les Innus de Mashteuiatsh dirigent un projet hydroélectrique en partenariat avec les communautés québécoises voisines : <http://www.energievertelsj.ca/fr/11/Raison-d-etre/>
- La nation crie de Bigstone, qui vit dans le contexte de l'exploitation des sables bitumineux, a mis au point des directives pour l'évaluation de l'impact environnemental qui respectent leur point de vue sur les terres : <http://www.bigstone.ca/>
- Les Atikamekw de Manawan ont modifié leur programme scolaire pour que les enfants et les jeunes acquièrent des connaissances sur les terres : <http://www.manawan.com/>

En rendant compte des changements climatiques et en explorant les pistes de solutions, ces initiatives, comme d'autres, peuvent servir d'exemples pour la prise de décisions dans les communautés autochtones. Pourtant, de telles initiatives ont peu de visibilité aux échelles nationale et internationale. Tel que l'indique l'Assemblée des Premières Nations : « Les communautés doivent être mises au courant des efforts d'adaptation des autres nations autochtones dans leur région et au pays... Il existe, dans les communautés autochtones, d'énormes possibilités qu'il faut mettre en valeur pour accroître la capacité de faire face aux changements climatiques⁹ ». [L]
[SEP]

Les initiatives énumérées ci-dessus proviennent des Premières Nations, car ce projet a été conçu en collaboration avec l'Assemblée des Premières Nations et l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador. En cours de route, nous prévoyons aussi inclure des communautés métisses et inuites. En ce sens, les lauréats et mentors autochtones de la Fondation Trudeau (voir p. 6) seront certainement d'une aide inestimable pour établir les contacts nécessaires. [L]
[SEP]

En présentant la réussite d'initiatives autochtones, *Agir face aux changements climatiques : initiatives autochtones novatrices* favorisera l'apprentissage réciproque entre peuples autochtones

⁸ FCCC/SBSTA/2008/L.23, Article 11, <http://unfccc.int/resource/docs/2008/sbsta/fre/l23f.pdf>

⁹ Scurr et Beaudry, 2011, Section 6

de même que la prise de décisions politiques éclairées par les connaissances traditionnelles. Dans le cas très intéressant des T'Sou-ke, plusieurs membres de la communautés qui avaient été mis à pied par le secteur des pêches et l'industrie minière ont trouvé de nouvelles avenues dans le secteur de pointe de l'énergie renouvelable. En plus de permettre la diffusion des connaissances et de contribuer au renforcement des capacités, un des résultats concrets du projet sera d'offrir de nouvelles possibilités aux peuples autochtones pour la formation, la création d'emploi et le développement économique à long terme dans le secteur énergétique ou la durabilité. [SEP]

Méthodologie [SEP]

Objectif 1 : Mettre au point un processus participatif pour identifier, documenter et offrir une visibilité aux initiatives autochtones sur les changements climatiques et la durabilité afin d'en faire les éléments d'un apprentissage réciproque entre peuples autochtones. [SEP]

Pour *Agir face aux changements climatiques : initiatives autochtones novatrices*, je propose un projet de recherche-action¹⁰ où chaque étape est déterminée par des discussions avec l'équipe et le comité de coordination. Le comité de coordination du projet sera formé des personnes suivantes (en ordre alphabétique) : la réalisatrice Manon Barbeau (Wapikoni Mobile¹¹), Catherine Béland et Mylène Clavreul (Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador), Ann Dale (lauréate Trudeau 2004 et partenaire des *Dialogues pour un Canada vert*), William David (Assemblée des Premières Nations) et Andrew Moore (nation T'Sou-ke, Colombie-Britannique), un représentant des communautés partenaires (voir ci-dessous). Toutes ces personnes ont accepté de faire partie du comité.

La **première année du projet** servira à développer une base de données sur les initiatives autochtones face aux changements climatiques et visant la durabilité. Cette base de données inclura les initiatives recensées par l'Assemblée des Premières Nations et par l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador. S'y ajouteront les initiatives réunies grâce aux réseaux des participants au projet, mais aussi des chercheurs et leaders provenant des communautés métisses et inuites. Comme premier résultat, le projet donnera donc lieu à une importante liste à jour des initiatives autochtones face aux changements climatiques au Canada.

Les façons de donner visibilité à ces initiatives seront décidées conjointement par l'équipe et le comité de coordination. Par exemple, un site Web pourrait permettre aux communautés de mettre en valeur leurs projets dans le format de leur choix : courtes vidéos, illustrations, mémoires techniques, reportages photographiques, etc. Puisque l'expression artistique participe à faire avancer la décolonisation¹², j'ai proposé, lors des consultations préliminaires avec le comité, de produire un documentaire qui donnerait voix à un certain nombre d'initiatives, lesquelles

¹⁰ Greenwood, D. J., & Levin, M. (2007). *Introduction to Action Research* (2^e éd.). Thousand Oaks, California: Sage Publications, Inc.

¹¹ <http://www.wapikoni.ca/home>

¹² Pedri-Spade, C. 2014. Nametoo: Evidence that he/she is/was Present. *Decolonization: Indigeneity, Education & Society* Vol. 3, No. 1, 2014, pp. 73-100

serviraient de point de départ pour d'éventuelles discussions sur les actions climatiques.

Le comité de coordination étudiera, discutera et conviendra des critères de sélection pour choisir les initiatives mises de l'avant dans le documentaire. Dans l'ensemble, on choisira des projets qui démontrent la force et la qualité des actions autochtones face aux changements climatiques. Cette visibilité donnera un sentiment de fierté et inspirera le respect. Pour l'instant, on prévoit inviter cinq ou six communautés à participer au documentaire. Chacune de ces communautés emploierait de 10 à 15 minutes de temps de métrage. En fait, ces communautés partenaires formeraient l'équipe du projet, établissant ainsi des liens clairs entre le projet et le territoire. Si la Fondation Trudeau approuve mon projet, je vais tenter de trouver du financement additionnel auprès de sources telles que la SODEC, Téléfilm Canada et Affaires autochtones et du Nord Canada afin d'inclure deux ou trois communautés supplémentaires au documentaire.

La **deuxième année du projet** visera une compréhension approfondie des initiatives dans chacune des communautés participantes. Si l'idée du documentaire est retenue, chaque communauté devra développer un scénario. Il faudrait aussi, en parallèle, assurer une certaine « unité dans la diversité » pour l'ensemble du documentaire. À cette fin, un réalisateur autochtone expérimenté sera invité à se joindre au comité de coordination. Son rôle sera d'assurer une signature artistique commune pour l'ensemble du documentaire. Des démarches novatrices de co-création, telles que celles employées pour le projet Embargo¹³, seront examinées. Le réalisateur principal et l'équipe du projet travailleront ensemble pour donner au film une pertinence locale, nationale et internationale. Le comité de coordination choisira, en étroite collaboration avec l'équipe du projet, le réalisateur principal et la compagnie de production.

Dans chacune des communautés, le réalisateur principal bénéficiera de l'aide d'un réalisateur et d'une équipe de tournage locaux. La participation de Wapikoni Mobile permettra d'assurer un certain savoir-faire technique et cinématographique. Wapikoni a été fondé en 2003 par la réalisatrice Manon Barbeau en collaboration avec le Conseil de la Nation Atikamekw et le Conseil des jeunes des Premières Nations du Québec et du Labrador, avec le soutien de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. L'organisme possède une dizaine d'années d'expérience dans la réalisation de films pour donner voix aux Autochtones. Wapikoni a travaillé auprès de 28 communautés au Québec, aidant ainsi la réalisation de plus de 800 films qui ont obtenu une centaine de prix.

La **troisième année du projet** sera consacrée à la postproduction et aux premières diffusions. Les discussions préliminaires avec l'équipe de coordination ont permis d'identifier trois auditoires cibles. Premièrement, le film sera projeté dans les communautés autochtones où il pourrait servir à éclairer d'éventuelles prises de décision ainsi qu'à développer un sentiment de fierté face aux grandes réussites d'autant de communautés autochtones au Canada. Il est important de mettre de l'avant ces réussites, notamment face aux situations socioéconomiques troublantes dans lesquelles vivent les populations autochtones du Canada : selon les Nations Unies, 96 des 100 communautés canadiennes qui présentent le plus faible Indice de bien-être des collectivités (IBC) appartiennent aux Premières Nations¹⁴.

¹³ <http://www.indigenoucinema.com/event/reel-kanata-the-embargo-project/>

¹⁴ The Situation of indigenous peoples in Canada A/HRC/27/52/Add.2

Deuxièmement, le film sera distribué et montré aux décideurs des niveaux fédéral, provincial et municipal pertinents. Le nouveau gouvernement du Canada a promis de faire progresser les politiques autochtones et il est notable que la nouvelle ministre des Affaires autochtones et du Nord Canada siège au Comité du Cabinet chargé de l'environnement, du changement climatique et de l'énergie. En présentant la réussite de ces études de cas, on permet de repérer des projets qui offrent un potentiel similaire et on raffermi la confiance envers la capacité des communautés autochtones de prendre en main leurs actions face aux changements climatiques. En 2015, lors des *Dialogues pour un Canada vert*, nous nous sommes réunis avec plus d'un cinquantaine de décideurs, notamment des premiers ministres, des ministres, des sous-ministres et des députés¹⁵. Ces contacts initiaux faciliteront les échanges avec les décideurs.

Finalement, le film sera distribué à grande échelle comme outil d'apprentissage auprès des Canadiens et Canadiennes allochtones dans l'espoir de proposer un antidote aux forts stéréotypes négatifs et au racisme très répandu dont font l'objet les populations autochtones¹⁶. En cours de projet, le comité de coordination et l'équipe développeront une stratégie de communication pour joindre ces divers auditoires le plus efficacement possible. La diffusion à grande échelle bénéficiera du vaste réseau de distribution de Wapikoni dans les cercles autochtones comme dans les milieux allochtones. De plus, les discussions entreprises avec le Centre des sciences de Montréal¹⁷ ont permis de repérer des synergies entre mon projet Trudeau et une exposition sur les connaissances autochtones organisée dans le cadre du 375^e anniversaire de Montréal et du 150^e anniversaire de la fédération canadienne. L'exposition du Centre des sciences, qui pourrait présenter une partie de nos résultats, partira dès 2018 pour une tournée de cinq ans.

Objectif 2 : Établir les bases d'un dialogue interculturel à long terme – entre les peuples autochtones du Canada, les scientifiques qui s'intéressent aux changements climatiques et les décideurs – afin d'appuyer la prise de décisions fondées sur les données probantes, culturellement pertinentes et éclairées par les connaissances traditionnelles des peuples autochtones.

La participation des boursiers et lauréats Trudeau est essentielle pour mener à bien le second objectif du projet. Afin de tirer profit de la force intellectuelle de la Fondation, les lauréats, mentors et boursiers Trudeau seront appelés à se joindre à l'équipe du projet ainsi qu'aux *Dialogues pour un Canada vert*. L'équipe comptera donc sur des membres et chercheurs de la communauté Trudeau qui partageront leurs connaissances et expériences pendant trois ans, et ce, en étroite relation avec le comité de coordination du projet.

Je prévois l'émergence de bon nombre de synergies entre l'équipe du projet et plusieurs membres de la communauté Trudeau tels que les lauréats Nancy Turner (2015), Evan Fraser (2014), Jason Edward Lewis (2014) et Maria Campbell (2012); les mentors Madeleine Redfern (2013) et Cindy Blackstock (2012); et les boursiers Nathan Lemphers (2014), Aaron Mills (2014), Sébastien Jodoin (2011) et Karina Benessaiah (2010), qui tous et toutes possèdent une riche expérience de travail auprès des communautés autochtones ou des connaissances très pertinentes pour le projet. Cinq chercheurs qui participent aux *Dialogues pour un Canada vert* (Ashlee Cunsolo-Wilkox,

¹⁵ <http://sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/suivez-nous>

¹⁶ King, T (2012) *The Inconvenient Indian: A Curious Account of Native People in North America*; and Palmater, P (2015) *Indigenous Nationhood, Empowering grassroots citizens*, Fernwood publishing, Halifax, Winnipeg.

¹⁷ <http://www.centredessciencesdemontreal.com/>

Université du Cap Breton; Ian Mauro, Université de Winnipeg; Pam Palmater, Mi'kmaw, Université Ryerson et Chantelle Richmond, Anishinaabe, Université Western Ontario) ont aussi manifesté leur intérêt de se joindre à l'équipe du projet. La présence de ces chercheurs permettrait d'assurer une continuité dans la recherche de solutions face aux changements climatiques au Canada.

Dans le cadre du projet, deux séries de rencontres virtuelles seront organisées au moyen d'outils en ligne pour réunir les représentants communautaires, les chercheurs et les décideurs. La première série portera sur des problématiques ou questions précises touchant les partenaires et leaders des communautés autochtones du Canada. On prévoit trois ou quatre rencontres d'une heure par année (ça pourrait être des conférences avec invités ou des forums de discussion où les participants échangent leurs points de vue et préoccupations). L'autre série de rencontres virtuelles sera organisée pour discuter, selon le besoin, des décisions à prendre : critères de sélection des projets, modes de diffusion, etc. Ces rencontres régulières favoriseront le mentorat entre communautés autochtones ainsi que les échanges entre chercheurs, décideurs et communautés autochtones. Les comptes rendus des discussions pourraient servir à produire des guides ressources, des trousseaux d'outils et des manuels pratiques.

Mettre à profit les projets antérieurs

J'ai une formation d'écologiste. Ma thèse de doctorat portait sur l'interaction entre les plantes et les concentrations atmosphériques du dioxyde de carbone (CO₂). Les plantes sont les seules pompes naturelles qui emmagasinent le CO₂ de l'atmosphère dans leurs tissus. Les forêts sont, par le fait même, des réservoirs naturels de carbone et elles jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat. En 1994, je visitais pour la première fois les forêts du Darién dans l'est du Panama, véritable point névralgique de la biodiversité mondiale. Au cours de cette visite, j'ai rencontré la nation Emberá qui vit dans ces forêts et j'ai pu constater l'étroite relation entre les forêts et les populations. Ils m'ont fait voir que « l'arbre est la forêt et la forêt, le territoire ». Depuis, ma carrière porte principalement sur les façons d'améliorer les modes de subsistance chez les habitants forestiers tout en conservant la forêt. Il y a quelques années, les étudiants que je dirige ont décidé que la devise de notre laboratoire serait « science et autonomisation ». Cela représente en effet notre travail des vingt dernières années : porter des connaissances aux communautés autochtones du Panama pour les aider dans la prise de décisions liées à l'utilisation des terres. Mon travail sur les stocks de carbone dans les forêts tropicales a été déterminant dans la décision du gouvernement panaméen de m'inviter à négocier, en son nom, les mesures visant la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts, lors de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Mes intérêts et mon expérience en négociation internationale sur les questions climatiques m'ont menée, dans le cadre des préparatifs pour le Sommet de Paris 2015 sur le climat, à axer certaines de mes activités de recherche sur la place des sciences dans le milieu des politiques canadiennes. À cette fin, j'ai été à la tête, il y a trois ans, des *Dialogues pour un Canada vert*¹⁸, qui visent la collaboration entre chercheurs spécialistes des changements climatiques de plusieurs disciplines, allant de l'ingénierie à la sociologie et de la biologie au milieu des affaires. Cette collaboration, financée par la Faculté des sciences et par l'Institut Trotter pour la science et la politique

¹⁸ <http://sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert>

publique, tous deux de l'Université McGill, a mené au consensus scientifique présenté dans le rapport *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*¹⁹, un plan d'actions climatiques « fait au Canada » qui propose dix orientations stratégiques en matière de politiques climatiques, lesquelles peuvent permettre au Canada d'amorcer immédiatement la transition nécessaire vers une société sobre en carbone. Depuis le lancement des *Dialogues pour un Canada vert*, en mars 2015, le projet est parvenu avec brio à attirer l'attention des décideurs et du grand public; il a d'ailleurs été cité dans une centaine d'articles sur papier ou en ligne, lors d'une cinquantaine d'entrevues radiophoniques et à une trentaine de colloques au Canada.

Grâce aux *Dialogues pour un Canada vert*, j'ai permis à certains des plus brillants chercheurs des universités canadiennes de sortir du milieu universitaire pour s'exprimer sur la scène publique. Notre objectif est de présenter aux Canadiens et aux Canadiennes des données probantes scientifiques sur les mesures d'atténuation face aux changements climatiques, et ce, afin de stimuler les réactions politiques. Les *Dialogues pour un Canada vert* sont novateurs à bien des égards :

1. **Consensus** : Pour la première fois dans l'histoire du Canada, des scientifiques de tout le pays on atteint un fort consensus sur un ensemble de solutions face aux changements climatiques. C'est tout un exploit, inédit au Canada, pour des hommes et des femmes spécialistes des questions climatiques et provenant de plusieurs provinces, secteurs, âges, langues ou disciplines, de réunir un tel consensus.^[1]^[2]^[SEP]
2. **Action concrète maintenant** : En réponse au sentiment d'impuissance que ressent la population face aux changements climatiques, les *Dialogues pour un Canada vert* proposent des solutions pratiques. Nous avons répondu à la question suivante : que peut-on faire, dès aujourd'hui, à tous les paliers de gouvernement et dans tous les secteurs, sans égard à l'affiliation politique? ^[1]^[2]^[SEP]
3. **Positif et inclusif** : Nous estimons que tous les secteurs au Canada doivent s'engager dans la transition vers de nouveaux modèles de développement. Les *Dialogues pour un Canada vert* ne souhaitent pas rejeter le blâme sur quiconque, mais tentent plutôt de trouver des solutions pratiques dans toutes les provinces et territoires.^[1]^[2]^[SEP]
4. **Rejoindre les Canadiens et Canadiennes** : La communication est depuis le début un des objectifs centraux des *Dialogues pour un Canada vert*. Les scientifiques membres de l'initiative ont participé à des événements publics, que ce soit par des éditoriaux dans les journaux, en animant des ateliers, en s'exprimant dans les médias ou en rencontrant les décideurs et les organismes communautaires. Il s'agit là d'un grand accomplissement pour des professeurs plus habitués aux salles de classes qu'aux journalistes et aux politiciens.

Convaincue que c'est en proposant des solutions qu'on stimulera les gestes concrets, l'initiative des *Dialogues pour un Canada vert* a ouvert le débat à une diversité de Canadiens et de Canadiennes. Consciente de l'importance du point de vue des peuples autochtones, j'ai invité plusieurs organisations autochtones à nous faire part de leurs commentaires. En quelques mois, nous avons reçu les propositions de politiques climatiques de 28 associations d'affaires, ONG,

¹⁹ <http://sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/endorsement>

groupes de travail, organisations de jeunes ou particuliers de partout au Canada. Ce travail a donné lieu au rapport *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*. L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador y a contribué avec un chapitre qui demande une décolonisation des actions face aux changements climatiques.

De plus, grâce à ma chaire UNESCO-McGill–Dialogues pour un avenir durable, j'ai obtenu, il y a trois ans, la collaboration de Wapikoni Mobile pour offrir une formation en réalisation vidéo aux jeunes Emberás, Kunas et paysans fermiers de la région du Bayano dans l'est du Panama ; une région propice aux conflits liés à l'utilisation des terres. Trois ateliers y ont été organisés et sept documentaires produits. L'un d'eux, *Nuestro hogar*, a été choisi pour le Festival Cine las Américas à Austin, au Texas²⁰. Suite au succès de cette collaboration, trois Anishnaabes de Kitcisakik, Canada, ont été invités au Panama pour un échange culturel avec de jeunes Autochtones panaméens dans le cadre d'un projet de documentaire en collaboration avec Wapikoni Mobile. Les étudiants ont dit que cette expérience avait transformé leur vie, et il semble que ça soit aussi le cas pour les Anishnaabes²¹. Après ce premier échange, on m'a invitée à participer au projet « Power of the Lens » subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines et dirigé par Thora Herrmann de l'Université de Montréal. Ce projet de recherche-action vise l'établissement de liens entre six groupes autochtones dans le monde au moyen de la vidéo et de la recherche interculturelle sur le territoire, l'identité et la diversité bioculturelle. Notre expérience dans ce projet est un atout pour la proposition que constitue *Agir face aux changements climatiques : initiatives autochtones novatrices*.

Conclusion

Lors du colloque annuel de la Fondation Trudeau cette année, intitulé « Échouer, s'adapter, innover : institutions pour une société changeante », on notait que l'ampleur actuelle des changements auxquels doit faire face l'humanité n'a pas son égal dans l'histoire. Le fait d'entretenir des collaborations entre et avec les peuples autochtones au Canada afin de repérer des façons culturellement pertinentes d'envisager les changements environnementaux du monde, tel que proposé dans ce projet, est parfaitement en concordance avec un des objectifs de la Fondation Trudeau qui est d'affronter les défis les plus pressants de notre époque.

²⁰ <http://www.wapikoni.ca/recherche?Keyword=panama>

²¹ <http://www.wapikoni.ca/actualites/nouvelles/carnet-de-voyage-de-kevin-papatie>

Assembly of First Nations

55 Metcalfe Street, Suite 1600
Ottawa, Ontario K1P 6L5
Telephone: 613-241-6789 Fax: 613-241-5808
www.afn.ca



Assemblée des Premières Nations

55, rue Metcalfe, Suite 1600
Ottawa (Ontario) K1P 6L5
Téléphone: 613-241-6789 Télécopieur: 613-241-5808
www.afn.ca

16 novembre 2015

a/s de Catherine Potvin
Membre de la Société royale du Canada
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'atténuation des
changements climatiques et la forêt tropicale
Professeure, Département de biologie
Fellow Trottier, Institut Trottier pour la science et la politique publique
1205, Docteur-Penfield
Montréal, Québec H3R 2B7

À qui de droit,

Veuillez noter par les présentes que l'Assemblée des Premières Nations (APN) est intéressée à collaborer au projet intitulé *Agir face aux changements climatiques : initiatives autochtones novatrices*. Ce projet est conforme à la résolution n° 38/2015 de l'APN, *Obligation du Canada d'élaborer avec les peuples autochtones un plan d'action national pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*.

Partout au Canada, les Premières Nations ont entrepris au cours des quinze dernières années des actions face aux changements climatiques, soit des initiatives d'atténuation ou d'adaptation face aux impacts liés aux changements climatiques. Notre collaboration à ce projet s'ancrera dans les projets et initiatives amorcées ou complétées par les Premières Nations, tel qu'indiqué dans notre rapport *Literature review of First Nations programs and initiatives*.

De plus, l'APN s'intéresse à l'information régionale recueillie dans le cadre d'un projet binational (Canada/États-Unis) sur l'impact et l'adaptation face aux changements climatiques chez les tribus du Maine et les Premières Nations du Nouveau-Brunswick. Ce projet se penche sur l'importance des politiques culturelles et publiques pour l'évaluation de l'impact des changements climatiques ainsi que sur les mesures d'adaptation mises en place par les tribus et les Premières Nations.

Enfin, l'APN entend contribuer aux conclusions d'une recherche entreprise en collaboration par l'Université d'Ottawa et l'Université de Montréal. Bien qu'elle s'intéresse principalement à la nutrition et aux contaminants chimiques, l'Étude sur l'alimentation, la nutrition et l'environnement chez les Premières Nation a aussi mis au jour d'importantes données au sujet de

l'impact des changements climatiques sur l'alimentation des Premières Nations, particulièrement pour les aliments traditionnels.

Pour conclure, l'APN note que le type de collaboration à l'œuvre dans les *Dialogues pour un Canada vert* et qui serviront aussi pour le projet en question correspond précisément au genre d'initiatives nécessaires pour développer les politiques climatiques au Canada : un travail fondé sur le dialogue, la collaboration, la justice et le partage de l'information.

Sincèrement,

Peter Dinsdale
Directeur général





IDDPNQL
INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES
PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR

FNQLSDI
FIRST NATIONS OF QUEBEC AND LABRADOR
SUSTAINABLE DEVELOPMENT INSTITUTE

Québec, 13 novembre 2015

La Fondation Pierre Elliott Trudeau
600–1980, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec, Canada H3H 1E8

Objet : Appui de l'IDDPNQL au projet Trudeau de Catherine Potvin Agir face aux changements climatiques : initiatives autochtones novatrices

L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) appuie entièrement le projet mentionné ci-dessus, lequel correspond à la mission de l'IDDPNQL. À titre de partenaire du projet (sous condition de financement), nous en apprécions réellement les résultats attendus, lesquels contribueront grandement à :

- 1) mettre en valeur les initiatives des communautés des Premières Nations,
- 2) développer un réseau de connaissances et de capacités apte à faire progresser nos actions face aux changements climatiques et environnementaux.

L'IDDPNQL a été fondé en 2000 par les Chefs de l'Assemblée des Premières Nations du Québec-Labrador afin d'appuyer l'essor d'une stratégie de développement durable pour les Premières Nations. L'IDDPNQL travaille en partenariat avec 43 communautés des Premières Nations au Québec. Sa principale mission est d'offrir aux Premières Nations un riche carrefour de services en soutien à leurs démarches pour la santé du territoire et de ses ressources, pour le développement de communautés durables et pour la reconnaissance des droits des Premières Nations.

Confiant que la Fondation Trudeau appréciera l'importance des contributions de ce grand projet, je vous prie de recevoir l'expression de mes sentiments respectueux.

Michael Ross, coordonnateur de l'IDDPNQL

IDDPNQL-FNQLSDI
250, Place Chef Michel-Laveau, suite 201
Wendake (Québec) G0A 4V0
Canada

1-418-843-9999
<http://iddpnql.ca/>
Suivez-nous sur Facebook et Twitter!